

## 2 Politique

Assemblée nationale/Groupe parlementaire du Parti démocratique gabonais  
Démission de neuf députés du " Rassemblement PDG- Héritage & Modernité"Juste KOMBILE MOUS-  
SAVOU

Libreville/Gabon

S'achemine-t-on vers un étiement du groupe parlementaire PDG au palais Léon-Mba. Les jours à venir nous permettront, probablement, d'avoir le cœur net. Dans tous les cas, neuf de ses membres ont décidé de remettre leurs mandats entre les mains du peuple.

LA crise qui secoue actuellement le Parti démocratique gabonais (PDG) a connu un nouveau rebondissement, hier, avec les démissions des bancs de l'Assemblée nationale (AN), de neuf députés se réclamant du " Rassemblement PDG -Héritage & Modernité". Coïncidence ou pas, ces démissions interviennent, vingt-quatre heures, après celle du député de la Lolo-Wagna, Guy Nzouba Ndama, du perchoir de l'AN. Dans leur déclaration lue par le député du 3e siège du département du Ntem (Bitam), Vincent Ella Menie, les démissionnaires - Philippe



Vue partielle des députés PDG démissionnaires de l'Assemblée nationale.

Nzengue Mayila (siège unique de la Louetsi-Bibaka, Malinga), Senturel Ngoma Madoungou (1er siège du département de l'Ogoulou, Mimongo), Vincent de Paul Gondjout (1er siège du 3e arrondissement de la commune de Libreville), Christian Clotaire Ivala (1er siège du département de Mougoutsi, Tchibanga), Michel Mboumi (3e siège du département d'Etimboue, Omboue), Sylvain Moadjambo (1er siège du département de la Zadié, Mékambo), Maxime On-

dimba (1er siège du Haut-Como, Minvoul) et Edgard Owono Ndong (2e siège du département du Woleu, Oyem) - se déclarant " profondément solidaires de leurs collègues, Michel Menga M'Essone, Hugues Alexandre Barro Chambrier et Jonathan Ignoumba, exclus récemment des rangs du parti au pouvoir" ; et après avoir pris acte " du caractère arbitraire de la décision d'exclusion", et " de la violation des procédures disciplinaires prévues par le règlement de l'AN" ; et

" constatant le non-respect des mandats du peuple et de la légitimité dont jouissent leurs camarades précités", ont décidé de se démettre de leurs mandats électifs. Cela, " tout en réaffirmant leur indéfectible attachement à l'héritage politique du PDG et à ses valeurs cardinales et originelles auxquelles ils demeurent viscéralement attachés". Autrement dit, les neuf démissionnaires ne quittent pas les rangs du parti au pouvoir. Dans tous les cas, avec ces démissions,

son groupe parlementaire au palais Léon Mba se trouve ainsi amputé de douze de ses membres aujourd'hui. Et, conformément aux dispositions de l'article 39 alinéa 2 de la Constitution, leurs sièges deviennent vacants. Il devra être procédé dans un délai de deux mois au plus, à une élection partielle. Tout en tenant compte de l'ordonnance N°009/PR/2011 modifiant, complétant et abrogeant certaines

dispositions de la loi N°7/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques. Lequel dispose que " Tout membre adhérant à un parti politique légalement reconnu ne peut, sans démission préalable de celui-ci, dans un délai de quatre mois au mois avant le scrutin, être investi par un autre parti politique ou se présenter comme candidat indépendant ou figurer sur une liste de candidats indépendants".

## Présidentielle 2016/Fin de la tournée de Jean Ping dans le Haut-Ogooué

## Tous les départements ont été visités



Jean Ping saluant ses sympathisants à son arrivée à Moanda.



Une vue des populations venues écouter le candidat Ping.

C. O.

Franceville/Gabon

Du 21 au 27 mars dernier, l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA), candidat à la prochaine Présidentielle, a sillonné la province du Haut-Ogooué. Occasion pour lui de s'adresser aux populations de cette région du Gabon pour expliquer son ambition de diriger notre pays. Non sans revenir sur les motifs de la discorde entre lui et une partie de l'opposition qui lui reproche de vouloir faire cavalier seul.

LONGTEMPS annoncée, la visite de Jean Ping dans la province du Haut-Ogooué s'est finalement déroulée du 21 au 27 mars dernier. A la tête d'une délégation de plusieurs membres de l'opposition dont Albert Yangari du CDJ, Joël Ngoueneni des 7MP, Philibert Andzembe et Michel Ongoundou Loundah du Front uni pour l'alternance (FOPA), le candidat à la Présidentielle d'août prochain s'est rendu dans tous les départements que compte cette région du Gabon. Et ce, en dépit de quelques tracasseries en-

registrées dans certains coins. Aussi bien dans les chefs-lieux des départements de la Lekoko (Bakoumba), de la Lebombi-Leyou (Moanda), des Plateaux (Léconi), Djouori-Agnili (Bongoville), Lekabi-Lewolo (Ngouoni), Leconi-Lekori (Akiéni), Djoue (Onga), l'Ogooué-Letili (Boumango), Sébé-Brikolo (Okondja), Bayi-Brikolo (Aboumi), et la Mpassa (Franceville), que dans les districts de Mounana et de Lekori, Jean Ping et les siens ont tenu des meetings et autres causeries.

Au cours de toutes ses rencontres avec les populations des localités visitées, l'hôte des Altogovéens a livré son message portant essentiellement sur son ambition de diriger le Gabon. Et surtout comment il entend le faire et avec qui. C'est dans ce sens qu'il a d'abord décrit la situation du pays telle qu'il l'a pensée. C'est-à-dire un pays frappé par la " pauvreté, le chômage, l'injustice, etc.". D'où, selon M. Ping, la nécessité et l'urgence de changer de régime. C'est pourquoi il s'est porté

candidat à la prochaine élection présidentielle. Et sa visite dans le Haut-Ogooué, expliquera-t-il, s'inscrit dans la même logique de celles qu'il avait déjà effectuées dans les autres provinces. Histoire de mieux connaître les réalités du Gabon profond et des populations qui y vivent. " Le Haut-Ogooué fait partie du Gabon, a-t-il souligné, et je ne pouvais pas ne pas venir ici...". Dans l'ensemble, l'ancien chef de la diplomatie de feu Omar Bongo Ondimba a dit tendre la main aux Altogovéens pour s'associer à lui et aux autres Ga-

bonais " pour la construction d'un nouveau Gabon, débarrassé de la peur et où il fait bon vivre". Non sans souligner : " Nous gouvernerons sans haine, ni vengeance", dira-t-il comme pour rassurer ses hôtes. Par ailleurs, l'homme a martelé qu'il ne fera qu'un mandat, s'il est élu... Reste à savoir si son message a convaincu les populations altogovéennes dont certaines, soit dit en passant, ont bravé les intimidations de quelques cadres du cru pour le recevoir et l'écouter.